



## EDF aurait fait espionner Greenpeace

Par [Fabrice Arfi](#), [Fabrice Lhomme](#)  
Mediapart.fr

L'affaire est on ne peut plus embarrassante pour EDF. Le numéro 2 de la sécurité de l'entreprise publique, l'ancien commandant de police Pierre François, a été mis en examen jeudi 26 mars par un juge de Nanterre dans une affaire d'espionnage informatique dont a été victime – parmi d'autres – l'ancien directeur des programmes de Greenpeace, Yannick Jadot, réputé pour ses prises de position anti-nucléaires. Vingt-quatre ans après l'affaire du Rainbow Warrior, Greenpeace est à nouveau la cible de "barbouzeries" susceptibles de provoquer de vives réactions.



Embauché par EDF en 1994 après une carrière au sein de la brigade de répression du banditisme (BRB), où il fut chef de groupe, Pierre François est soupçonné par la justice d'avoir missionné une officine privée de renseignement, Kargus Consultants, notamment chargée de surveiller les activités de Yannick Jadot (*photo*) au sein de Greenpeace France. Pierre François est poursuivi depuis le 26 mars pour «complicité d'intrusion frauduleuse dans un système de traitement automatisé de données». Le même chef de mise en examen avait auparavant été retenu à l'encontre de Thierry Lorho, patron de Kargus et ancien membre des services secrets français.

Une troisième personne est mise en examen dans le dossier. Il s'agit d'Alain Quiros, l'informaticien qui a réussi à pirater l'ordinateur de l'ancien directeur de Greenpeace. M. Quiros est suspecté d'«intrusion frauduleuse dans un système de traitement automatisé des données». Contrairement à MM. François et Lorho, qui contestent avoir commandité le moindre piratage informatique, le *hacker* a reconnu les faits lors de son audition par le magistrat instructeur, Thomas Cassuto. Alain Quiros aurait été missionné pour recueillir des renseignements sur les militants de l'organisation écologiste.

Ces mises en cause judiciaires successives par le juge d'instruction sont l'aboutissement de plusieurs années d'enquête de l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC). Les investigations ont débuté en septembre 2006 après la découverte d'une intrusion dans les systèmes informatiques du Laboratoire national de dépistage du dopage (LNDD), à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine).

Lors d'une perquisition dans les locaux de la société Kargus, rapidement soupçonnée d'être au cœur de cette affaire de cyber-espionnage dans le milieu sportif, les policiers se sont aperçus que l'officine avait également procédé – ou fait procéder – à des piratages informatiques au préjudice de l'avocat Frederik-Karel Canoy, défenseur de l'association des petits porteurs d'actifs (APPAC), mais aussi de Greenpeace France.

Le patron de Kargus, Thierry Lorho, qui a contacté Mediapart mardi 31 mars après la publication de notre enquête, a tenu à faire savoir que «seules les histoires sur EDF et Greenpeace ont été découvertes par la police à mon cabinet, mais pas celles sur les petits porteurs». Il a par ailleurs assuré qu'il n'avait pas demandé à l'informaticien Alain Quiros de pirater les ordinateurs de Greenpeace: «Il a été plus loin que ce qui avait été établi. Il est parti dans l'aventure en pensant nous rendre service».

### Une perquisition au siège d'EDF



Le volet de l'affaire concernant l'association écologiste est celui qui semble avoir le plus prospéré depuis trois ans. Il y a quelques semaines, les policiers ont procédé à une perquisition au siège de l'entreprise publique, actuellement présidée par Pierre Gadonneix. Après avoir mis en examen Pierre François, la semaine dernière, le juge Cassuto a aussi interrogé, lundi 30 mars, le responsable de la sécurité d'EDF, l'ancien contre-amiral Pascal Durieux (*photo*). Considéré comme le supérieur de Pierre François, celui-ci a été placé par le magistrat sous le statut de témoin assisté – un statut hybride, entre le simple témoin et le mis en examen.

Selon des informations recueillies par Mediapart, l'ancien commandant de police Pierre François avait été chargé de développer au sein d'EDF des activités de renseignement afin de prévenir d'éventuelles attaques terroristes, mais aussi des campagnes de déstabilisation ou des actes de malveillances émanant de la mouvance anti-nucléaire, comme les associations Sortir du nucléaire ou Greenpeace, très investies en la matière. La "cellule" animée par Pierre François aurait notamment infiltré ces associations, parfois avec la bénédiction des services spéciaux français dont sont issus la plupart de ses membres.



Devant les policiers de l'OCLCTIC puis face au juge, Pierre François a contesté avoir demandé à Kargus, l'officine sous-traitante d'EDF, d'utiliser des procédés illégaux comme l'espionnage informatique pour satisfaire aux exigences délicates de sa mission, digne des renseignements généraux ou de la DST. Même ligne de défense du côté de Thierry Lorho, le patron de Kargus, qui n'a pu être joint avant publication. Ce dernier a été présenté à Mediapart par Pierre Legras, l'un de ses associés dans une autre société (KSI), comme «un ancien de la DGSE», les services secrets français.

Les prestations proposées par Kargus sont nombreuses (*voir capture d'écran ci-dessous*), à en croire une fiche de présentation de l'entreprise: «détermination des vulnérabilités des entreprises face aux actes de malveillance en tout genre, terrorisme, vol, sensibilisation des personnels aux différents risques et menaces».

**Thierry LORHO**

Issu des services spécialisés de l'Etat français dans les domaines de la sûreté et du renseignement, Thierry Lorho s'est spécialisé pendant plus de quinze ans dans l'acquisition et la protection de l'information. Après avoir quitté l'administration, et fort de l'expérience acquise, il crée KARGUS CONSULTANTS.

Cette société dédiée à la gestion des risques et de l'information propose plusieurs types de prestations : détermination des vulnérabilités des entreprises faces aux actes de malveillance en tout genre, terrorisme, vol, sensibilisation des personnels aux différents risques et menaces.

A ce stade de l'instruction, personne ne semble vouloir assumer les faits découverts par la police, hormis le hacker Alain Quiros, qui les a tous reconnus. La direction d'EDF, visée par une perquisition en février dernier, affirme pour sa part avoir été mise au courant de l'enquête judiciaire «il y a seulement quelques semaines, au moment de la visite des policiers». «Nous avons alors décidé de nous constituer partie civile pour demander réparation», a déclaré à Mediapart Caroline Muller, responsable de la communication chez EDF. L'entreprise n'a pas souhaité faire plus de commentaires ni détailler l'objet de la mission confiée à Pierre François depuis 1994.

### «Le nucléaire ne survivra pas à la transparence démocratique»

Le supérieur hiérarchique de M. François, l'ancien contre-amiral Durieux, parti à la retraite de la marine en 2003, a quant à lui échappé à la mise en examen, lundi 30 mars, puisqu'il est ressorti du cabinet du juge Cassuto avec le statut de témoin assisté. Selon son conseil, Me Olivier Metzner, «*ce n'est que justice puisqu'il est innocent*».

L'avocat l'assure: «*A aucun moment mon client n'a été informé d'intrusions informatiques illicites*», laissant entendre que la société Kargus Consultants aurait outrepassé sa mission. Devant le juge, le chef de la sécurité d'EDF a aussi tenté de dédouaner Pierre François, affirmant que ce dernier n'avait pu être impliqué dans un piratage informatique.



Après avoir décidé de se constituer partie civile dans le dossier la semaine dernière, Yannick Jadot doit être entendu par les policiers jeudi 2 avril. «*S'il est établi que EDF a fait procéder à des piratages informatiques, cela constituerait une attaque très forte contre le débat démocratique sur le nucléaire. Mais je ne serais pas totalement surpris car j'ai toujours dit que le nucléaire ne survivrait pas à la transparence démocratique*», a assuré à Mediapart l'ancien responsable de Greenpeace, aujourd'hui tête de liste des Verts dans le Grand Ouest pour les élections européennes.

Yannick Jadot a quitté Greenpeace en septembre 2008 après sept années passées comme directeur des programmes. Le militant écologiste rappelle avoir notamment ferrailé dur ces dernières années contre EDF sur le dossier de l'EPR, réacteur nucléaire de troisième génération qui doit voir le jour en 2012 sur le site de Flamanville, dans la Manche. En mai 2006, Greenpeace et Sortir du nucléaire avaient d'ailleurs provoqué la fureur du gouvernement français en mettant en ligne un document classifié faisant état de la vulnérabilité du réacteur de Flamanville.

De son côté, Me Frédéric-Karel Canoy, qui sera bientôt interrogé par l'OCLCTIC, a également décidé de se constituer partie civile, après que son nom eut été évoqué par *Le Canard enchaîné* du 18 mars. Interrogé par Mediapart, il s'est dit «*extrêmement choqué de découvrir ce piratage. C'est vraiment très grave. Je suis persuadé que cela a un rapport avec l'affaire Vivendi, dans laquelle l'association des petits porteurs a joué un rôle prééminent*».

Cette histoire, qui promet d'autres rebondissements, n'est pas sans rappeler plusieurs affaires récentes impliquant des officines privées de renseignement, qu'il s'agisse du dossier mettant en cause un policier "ripou" ou celui de l'espionnage d'Olivier Besancenot, à l'origine de la mise en examen du patron de Taser France. Le gouvernement a toujours dans ses cartons un projet de loi visant à mieux encadrer ces sociétés d'intelligence économiques en plein essor.

**URL source:** <http://www.mediapart.fr/journal/france/310309/edf-aurait-fait-espionner-greenpeace>

#### Links:

- [1] <http://www.mediapart.fr/club/blog/fabrice-arfi>
- [2] <http://www.mediapart.fr/club/blog/fabrice-lhomme>
- [3] <http://www.mediapart.fr/journal/france/310309/greenpeace-espionne-vives-reactions-apres-les-revelations-de-mediapart>
- [4] <http://www.mediapart.fr/Près-de-vingt-cinq-ans-après-l'affaire-du-Rainbow-Warrior,-Greenpeace-se-retrouve-à-nouveau-la-cible-de-«barbouzeries»>.
- [5] <http://www.greenpeace.org/france/>
- [6] <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006418316&dateTexte=20090330>
- [7] <http://www.interieur.gouv.fr/sections/contact/police/questions-cybercriminalite>
- [8] <http://tf1.lci.fr/infos/france/faits-divers/0,,3355215,00-qui-pirate-labo-depistage-dopage-.html>
- [9] <http://www.mediapart.fr/journal/france/200308/le-policier-ripou-total-et-les-espions-privés>
- [10] <http://www.mediapart.fr/journal/france/201008/enquete-sur-la-societe-taser-et-le-systeme-di-zazzo>
- [11] <http://www.mediapart.fr/journal/france/110608/l-interieur-veut-faire-le-menage-dans-les-officines-privées-de-renseignement>
- [12] <http://www.sortidunucleaire.org/>
- [13] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/06/24/01011-20080624FILWWW00319-epr-greenpeace-bloque-des-carrieres.php>
- [14] [http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/aeronautique-1/d/terrorisme-le-reacteur-epr-vulnerable-a-la-chute-dun-avion-de-ligne\\_8961/](http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/aeronautique-1/d/terrorisme-le-reacteur-epr-vulnerable-a-la-chute-dun-avion-de-ligne_8961/)
- [15] <http://www.mediapart.fr/journal/france/011208/le-patron-de-taser-france-renonce-a-faire-appel-contre-besancenot>
- [16] <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20081021trib000185804/exclusif-les-officines-dintelligence-economique-seront-controlees-a-partir-de-2009-ou-jamais.html>